



Une question de plus en plus prégnante : comment vérifier la solvabilité de votre client quand il ne publie pas ses comptes ?

Savez-vous que **47 % des bilans 2017 déposés ont été déclarés confidentiels**, alors que seuls 27% des bilans 2016 étaient dans ce cas ? En conséquence, **le nombre de bilans publics a baissé de 42% depuis 2011.**

Compte tenu de cet **effondrement de l'information disponible**, de plus en plus de fournisseurs subordonnent l'octroi d'un délai de paiement à la remise par le client de ses comptes annuels. En effet, "crédit" signifie "confiance", et celle-ci ne peut pas être à sens unique. Bien évidemment, le fournisseur s'engage alors à ce que ces documents restent confidentiels.

Cette démarche peut également être valable vis-à-vis d'un fournisseur, surtout si l'engagement potentiel est important ou s'il s'agit d'un fournisseur stratégique...


Suite à cette demande, vous pouvez mettre en œuvre l'une des approches suivantes :

1. Analyser vous-même les chiffres obtenus, en utilisant éventuellement la « **grille d'analyse rapide CODINF** » dans la page suivante ;
2. Confier les documents reçus à CODINF (organisme habilité à traiter de l'information confidentielle sans qu'elle ne soit rendue publique), qui les analysera de façon approfondie et vous restituera la synthèse commentée ;
3. Si votre partenaire ne souhaite pas vous remettre ses bilans, il peut confier les documents directement à CODINF pour analyse.

NB : si vous utilisez le score Ellisphere, il sera également possible de faire actualiser le score du partenaire, si les comptes n'ont pas encore été intégrés par celui-ci dans sa base, et ce sans qu'aucun chiffre détaillé ne soit divulgué. De cette manière, votre tableau de bord des risques (clients et/ou fournisseurs) avec score et encours conseillé reste exhaustif et à jour des derniers chiffres.



Comptes annuels : grille d'analyse rapide CODINF pour appréhender le risque de cessation des paiements à court terme

Ratio	Analyse
Capitaux propres (CP)	→ DANGER si inférieur à 0
Résultat net	Si inférieur à 0, calculer CP/résultat net pour évaluer combien de temps cela peut tenir → DANGER si inférieur à 3 ans
Fonds de Roulement (FR)	FR= (CP + Emprunts à moyen ou long terme) – Immobilisations nettes S'il est négatif il y a DANGER sauf si modèle "grande distribution" Si l'entreprise est industrielle, calculer le ratio Stocks/FR → DANGER si ratio inférieur à 2/3 Plus le ratio est faible, plus le danger est grand
Comparer l'évolution des ratios clients et fournisseurs (l'idéal est de disposer de 3 années)	Ratio clients = $\frac{\text{total créances clients} * 360}{\text{CA annuel (+ \# 20\% TVA)}}$ (pour résultat en jours) Ratio fournisseurs = $\frac{\text{total dettes fournisseurs} * 360}{\text{Achats annuels (+ \# 20\% TVA)}}$ (pour résultat en jours) → DANGER si l'un ou l'autre augmente et ANOMALIE si les délais négociés avec vous divergent des ratios obtenus après calcul
Frais financiers à court terme	Frais financiers – (emprunts à moyen ou long terme x 2,5%) taux annuel moyen d'un crédit d'équipement  → DANGER si frais financiers à court terme supérieurs à 1% du CA ou aux frais financiers à moyen ou long terme



Quels plafonds s'appliquent aux termes de paiement négociés lors des transactions interentreprises ?

Fournisseurs ou clients	France	U.E.
Plafond légal	≤ 60 jours nets ≤ 45 jours nets (facture périodique)	≤ 60 jours nets
Terme dérogatoire	≤ 45 jours FM (fin de mois) si contractuel ¹	> 60 jours nets si contrat non abusif
Prestation de transport	≤ 30 jours nets	
Vente de produits frais	≤ 30 jours FD (fin de décade)	
Secteurs saisonniers :		
BJOH ²	≤ plafond légal + 22 jours	
Articles de sport	≤ plafond légal + 30 jours	
Cuir	≤ 54 jours FM	
Jouet	≤ 95 jours nets	
Agroéquipement	≤ 55 ou 110 jours FM	
« Exception culturelle »	Livre = termes déplafonnés	

En cas d'achat pour revente en l'état hors U.E. ≤ 90 jours nets (sauf si GE)



Comment sécuriser vos encaissements ?

Selon le terme de paiement Moyen de paiement sécurisé

d'avance	Virement crédité
immédiat (donnant-donnant)	Carte bancaire + code confidentiel Chèque de banque (vérifié) Espèces (montants plafonnés) Contre-remboursement postal
à crédit	Effet de commerce avalisé (garant ***) Effet de commerce endossé (émetteur ***) <i>NB : signature électronique possible</i>

¹ La computation doit être explicitée : 45 jours puis fin du mois ou fin de mois puis 45 jours

² Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie